

« L'Etat a fabriqué la France, il a "fait" la nation »

ENTRETIEN | Hervé Le Bras, démographe et historien, analyse les liens étroits que les Français ont avec leurs territoires. Pour lui, l'Etat a façonné un art de vivre dans la diversité

Hervé Le Bras est démographe, historien et directeur d'études à l'Institut national d'études démographiques. Il est l'auteur, avec Emmanuel Todd, de *L'Invention de la France* (Gallimard, 2012, rééd.) et du *Mystère français* (Seuil, 2013).

Quels sont les liens que les Français entretiennent avec les territoires ?

La France a « fait » France assez récemment, seulement à partir de 1914. C'est dire l'importance et la prégnance des territoires dans notre histoire, dans notre mémoire, dans notre quotidien. Dans un très beau livre sorti en 1976 et publié en français en 2011, *Comment les paysans sont devenus français* (Fayard), l'Américain Eugen Weber a développé cette thèse, terrible, selon laquelle les paysans ne sont véritablement devenus français qu'avec les massacres de la Grande Guerre. Et le témoin de cette histoire-là, ce sont les monuments aux morts dans tous les villages de France, qui ont d'ailleurs remplacé les calvaires de la chrétienté.

Avant 1914, les allégeances sont d'abord locales, et vont d'ailleurs demeurer en partie dans nos comportements. Ces allégeances sont liées à la structure paroissiale : les communes d'aujourd'hui sont les paroisses locales de la France du XVIII^e siècle. Il y a eu de grands regroupements sous l'Empire, puis les choses se sont cristallisées. L'appartenance aux territoires est donc d'abord communale et elle a précédé l'appartenance française.

A partir de quel moment la langue française s'impose-t-elle et unifie-t-elle aussi les territoires ?

Le frère de Victor Hugo, Abel, a cartographié, au milieu du XIX^e siècle, les langages parlés : à peine un tiers de la France parle alors le français en famille. L'unification par le langage est donc aussi tardive. Les Français sortaient très peu de leur village, ils s'y mariaient et y faisaient souvent leur vie. Puis, l'idée de « pays », chère au grand géographe Paul Vidal de La Blache, prend corps, aussi parce que les besoins d'administration augmentent, le notaire dont on a besoin n'habite pas dans le même village, etc. C'est avec le développement des services que les villageois s'ouvrent sur l'extérieur et se déplacent. Enfin, les communications révolutionnent la France, et permettent de changer la géographie des représentations. N'oublions pas qu'au début du XIX^e siècle encore, tout l'Ouest de la France est traversé de chemins creux, dans lesquels on s'embourbe. On ne peut guère aller très loin. Les chemins de fer et les routes vont tout changer.

La France est pourtant restée, dites-vous, un pays incroyablement divers...

Oui, et pour plusieurs raisons. La plus ancienne tient à la différence entre bocage et champs ouverts. Cette différence a fabriqué deux formes de sociabilité. On ne mène pas du tout la même vie dans un village de Lorraine où les champs sont ouverts, la propriété divisée à l'infini, les villages petits et où il y a des obligations communes, des codifications collectives très fortes ; et dans l'Ouest, par exemple, où on habite un hameau ou une ferme isolée, avec deux ou trois familles, maîtres de leurs parcelles. Dans ce second cas, la collaboration avec

les autres vient de vous, elle n'est pas obligatoire comme dans l'Est. Aujourd'hui encore, il y a des grands-parents qui ont vécu cette société, des parents qui en ont vu la fin, tout cela reste prégnant et explique en profondeur cette extrême diversité de la France.

Les différents degrés de pratique religieuse structurent aussi cette diversité. Même quand elle a beaucoup diminué, la pratique religieuse demeure plus forte là où elle l'était il y a deux siècles. Or le catholicisme induit un type particulier de relations sociales et une méfiance envers l'Etat. Les « pays » qui ne vont pas reconnaître la constitution civile du clergé sont des régions périphériques qui ne font pas encore complètement parties du royaume, comme l'Alsace et la Lorraine, ou la Bretagne, où l'impôt ne pouvait être adopté sans le vote du Parlement de Rennes. En Bretagne, dans le Finistère par exemple, la société s'était organisée indépendamment de l'Etat. Les « bonnets rouges » qui ont bataillé contre les décisions fiscales du gouvernement en 2013 sont une résurgence de cet esprit et de la vivacité d'une société civile organisée contre l'Etat.

C'est intéressant aussi de remarquer que, lors des grands référendums, où se définit un rapport à l'Etat, celui de 1969, sur la régionalisation, ou celui sur le traité de Maastricht en 1993, et sur le traité constitutionnel en 2005, la carte de ceux qui votèrent « oui » à la régionalisation, celle de ceux qui votèrent « oui » à Maastricht ainsi qu'à l'Europe se recoupe : les partisans du « oui » sont toujours plus nombreux dans les vieilles régions catholiques et les régions les plus métropolitaines qui ont accès à la modernité. Voilà une autre illustration du poids de vieilles structures anthropologiques.

Les Français, avec leur diversité, avaient inventé ce que vous appelez « un art de vivre ensemble »...

Oui, au fond, cet art de vivre a été conditionné par la force de l'Etat. La singularité française, c'est que l'Etat a fabriqué la France, il a « fait » la nation. Et la nation est quelque chose de très abstrait, l'impératif de la langue n'est que très récent. A la Révolution, on ne demande pas encore aux Français de parler la langue française, on leur demande de respecter des règles, une codification du territoire, d'obéir à l'Etat qui impose une forme d'égalité territoriale. Et ça a très bien marché !

L'idée de l'Etat est tellement ancrée dans la culture collective française qu'il est devenu très difficile et très sensible de réformer l'Etat...

Oui ! Ces institutions, au fond assez contraignantes, pour assurer l'égalité au moins juridique, formelle, des territoires, ont eu un poids énorme. La plupart des villes choisies comme chef-lieu de département sont aujourd'hui des villes importantes. Si on prend la carte des revenus, celle des professions libérales ou des diplômés, on voit réapparaître pratiquement tous les chefs-lieux des départements. Ces chefs-lieux ont fabriqué l'espace. C'est pourquoi l'idée de supprimer le département me semble une erreur. Le réformer, bien sûr, le supprimer, c'est idiot.

Le balancier dans cette relation entre l'Etat et les territoires n'est-il pas en train de revenir vers

le local, à la faveur de l'affirmation de métropoles émancipées et de la création de grandes régions ?

Oui, mais davantage par la montée en puissance des métropoles que par le nouveau découpage des régions. Il y a une nouvelle exacerbation des polarités. Les villes importantes et les métropoles créent et aspirent de plus en plus de richesses, négligeant les territoires périphériques. C'est un risque important que l'Etat doit gérer en jouant son rôle, en assurant une redistribution vers ces territoires fragilisés. Ces territoires ont d'ailleurs très peur des métropoles.

Cette fonction redistributive semble pourtant moins efficace...

En effet, parce que l'Etat triche : pour faire des économies, il se défait d'un certain nombre de fonctions et de responsabilités sur les départements et les régions, avec l'idée que les impôts locaux vont augmenter – ce qui est en train de se passer d'ailleurs. Du coup, la situation devient assez dangereuse : les départements les plus pauvres risquent de devoir payer le plus pour les pauvres... Les différences se creusent désormais entre les régions : le Gard ou l'Aude sont des départements ruraux très pauvres, à la différence de l'Alsace par exemple.

D'autres polarités se développent dans la France d'aujourd'hui, notamment dans le rapport aux étrangers, et menacent cet « art de vivre ensemble » que vous évoquez...

Oui, et ces polarités s'inscrivent presque toujours dans des formes plus anciennes. La xénophobie était, comme dans d'autres pays, un sport national de la fin du XIX^e siècle. Elle n'avait pourtant jamais donné un phénomène comme le Front national. Il s'est produit autre chose. Et le Front national grandit d'abord en 1984, dans les régions où il y a le plus d'étrangers, et depuis le plus longtemps. On peut en être surpris : ces régions avaient vu arriver les Italiens et les Polonais, et plus récemment les Marocains.

En fait, la cause n'est pas la présence d'étrangers mais le choc de la modernisation que la France connaît à partir de la moitié des années 1960. Ces territoires-là n'avaient pas du tout la même anthropologie, la même structure sociale : ici les rapports de proximité avaient été détruits, on ne travaille plus près de chez soi, il y a l'arrivée des supermarchés, et l'étranger devient le bouc émissaire. Et là, le vote en faveur du parti du Front national n'est plus le fait de communes à fort taux d'étrangers, mais de petites communes qui sont plus lointaines des centres...

L'idée selon laquelle le nombre d'étrangers expliquerait le succès électoral du Front national est statistiquement complètement fautive. On pourrait même soutenir que la hausse du FN s'explique de plus en plus par une sorte de jalousie des habitants du périurbain lointain, pour lesquels l'accès au grand centre-ville – comme Paris – est plus difficile, moins commode que pour les habitants des quartiers périphériques et des cités où vivent davantage d'étrangers. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
VINCENT GIRET